

Le printemps arabe dans le brouillard de la guerre

Les pays arabes connaissent une vague aussi puissante que celle qui a ravagé le Japon. Il y a désormais un avant et un après printemps arabe, comme ce mouvement de protestations populaires a été qualifié. Espérons qu'il ne finira pas comme le printemps de Prague qui a été interrompu par une intervention militaire.

Le début de l'année 2011 a donc vu l'irruption soudaine et inattendue des peuples arabes dans la sphère politique confisquée tantôt par des castes militaro-économiques (héritières en quelque sorte de l'Odjak de la colonisation ottomane) tantôt par des monarchies (parfois dites de droit divin).

En tête de ce mouvement figure la jeunesse arabe mondialisée et diplômée, présente chaque jour sur internet et notamment sur les réseaux sociaux, un monde qui représente un espace de libre expression. Cette jeunesse refuse de vivre de manière schizophrénique, écartelée entre une réalité virtuelle qui lui permet sur le net d'approcher une liberté (certes contrôlée) et la société de consommation, et une réalité quotidienne composée de frustrations économiques, sociales et politiques. La liaison entre cette jeunesse et les autres couches de la population aux aspirations et exaspérations similaires a permis une occupation massive de la rue, une appropriation symboliquement significative de l'espace public et par conséquent de l'espace politique, sous les caméras des chaînes diffusées sur toute la planète par satellite et avec le relais de millions d'internautes.

Cet article conduira le lecteur sur un espace géographique que les Etats-Unis dénomment MENA pour « *Middle East and North Africa* ». Il court des côtes atlantiques du Maroc à l'Irak, voire jusqu'au Golfe persique, l'Iran et le Pakistan.

Pour comprendre ce qui se passe actuellement sur ce vaste espace soumis à un processus formel de révolution politique (changement de régime, réformes, protestations) mais aussi psychologique (les Tunisiens et les Egyptiens l'ont fait) ainsi qu'à un type de violence qui n'est autre que la continuité de la politique sous une autre forme (Clausewitz) nous aborderons les points qui suivent :

1. La réaction des pouvoirs arabes
2. Le nouveau contexte stratégique
3. Le Croissant chiite
4. L'Afghanistan et le Pakistan
5. Le Sahel
6. La Libye
7. L'impasse militaire globale

La réaction des pouvoirs arabes

Le printemps a touché et touche encore à la fois le Maghreb et le Machreck. Ce qui fait dire à Bernard Guetta¹ dans Libération : « *Mais où est-elle passée ? Où est passée cette guerre des civilisations qui devait marquer le XXI^e siècle et où sont passées les antiennes sur l'incompatibilité entre islam et démocratie ?* ». Le mot arabe aurait très bien pu être substitué au mot Islam.

¹ Guetta Bernard, « les quatre leçons du printemps arabe », Libération, 2 février 2011.

Pour enrayer la contagion, les chefs d'Etats arabes ont développé diverses stratégies allant de simples réponses politiques (parfois sans réelle portée), aux mesures économiques et sociales ; tout cela souvent accompagné d'un réflexe répressif plus ou moins fort.

Libye et Syrie mises à part, face au printemps arabe, le pouvoir a été contraint de lâcher du lest : Départ du chef de l'Etat (Egypte, Tunisie), annonce du chef de l'Etat qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat (Yémen), départ du 1^{er} ministre ou de ministres (Bahreïn, Egypte, Jordanie, Oman, Tunisie), nouvelle constitution ou réforme constitutionnelle (Egypte, Maroc, Tunisie), élections (Autorité palestinienne : élections municipales), annonce de l'abrogation de l'Etat d'urgence (Algérie, avortée en Syrie), réduction de moitié du salaire du 1^{er} ministre (Irak), libération de prisonniers (Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte), augmentation des salaires (Arabie saoudite, Oman), baisse ou encadrement des prix (Algérie, Jordanie, Maroc, Mauritanie) aides aux chômeurs (Jordanie), aides aux jeunes créateurs d'entreprise (Algérie), création de structure anti corruption (Jordanie), mesures pour favoriser l'accès au logement (Algérie, Jordanie), amélioration des services publics (Irak).

Mouvement global, le printemps des peuples arabes a frappé l'ensemble du monde arabe dans sa diversité. Des pays aussi différents que l'Irak censé être démocratique depuis sa sortie de l'ère Saddam Hussein et que le Soudan en cours de partition ont eux aussi connu des manifestations et des mobilisations populaires.

Il en résulte une modification importante de la donne stratégique à l'échelle du MENA et à l'échelle mondiale.

Le nouveau contexte stratégique

Les Etats-Unis² doivent désormais faire face à une situation caractérisée par d'importantes incertitudes ayant une incidence sur sa posture de sécurité dans la région. D'autant que cette zone constitue un des centres de la « *guerre contre le terrorisme* » dont la durée probable devrait courir sur les 10 à 20 ans à venir, selon le Général Patreus.

La révolution égyptienne de 2011 a amené les centres américains de recherche stratégique à s'interroger sur une question qui n'avait plus lieu d'être depuis Camp David : les poids respectifs des armées israélienne et égyptienne. En témoigne, l'étude³ menée par Cordesman, et Nerguizian en février 2011.

Aux cotés des Etats-Unis, Israël a vite compris les conséquences de ce qui est communément qualifié de printemps arabe, mais est appelé « *rage arabe* » par le chercheur israélien Yoel Guzansky⁴ de l'Institute for National Security Studies de Tel Aviv.

Or, cette rage prive Israël de précieux alliés et en menace d'autres, alors que la balance militaire a changé ces dernières années, même si elle se caractérise toujours du point de vue conventionnel et nucléaire, par une suprématie sans contestation possible au profit de l'Etat hébreux. Mais aujourd'hui, Israël est confronté à des guerres non conventionnelles, dites asymétriques.

² Toukan Abdullah et Cordesman Anthony, "The Iranian Nuclear Challenge: GCC Security, Risk Assessment, and US Extended Deterrence", 1er février 2011, CSIS, page 69.

³ Cordesman Anthony H et Nerguizian Aram, « The Egyptian Military and The Arab Israeli Military Balance », CSIS, 10 février 2011. [<http://csis.org/publication/egyptian-military-and-arab-israeli-military-balance>].

⁴ Guzansky Yoel, « The Gulf and « Arab Rage » », Institute for National Security Studies (INSS) de Tel Aviv, 6 mars 2011. [[http://www.inss.org.il/upload/\(FILE\)1299408113.pdf](http://www.inss.org.il/upload/(FILE)1299408113.pdf)].

Cette évolution est renforcée voire accélérée par la « *recomposition en gestation du système régional* »⁵ sous l'effet du printemps arabe.

Deux exemples récents le démontrent.

En février 2011, deux navires de guerre iraniens ont pu traverser le canal de Suez afin de gagner la Syrie, une 1^{ère} depuis 1979. Il s'agissait du Kharg, un navire de ravitaillement et de soutien de 33 000 tonnes, et de l'Alvand, une frégate de patrouille, armée de torpilles et de missiles antinavires. Pour le ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, « *c'est une provocation* » et Israël pourrait riposter à cette menace directe ». S'il s'agit bien d'un événement (relevant davantage du symbole que d'une menace réelle) révélateur du nouveau contexte stratégique, le ministre oublie que le canal de Suez a vu en juin 2010, un navire israélien l'emprunter comme l'ont révélé le site⁶ « *Israël National News* » et le quotidien Yedioth Ahronoth. Et que dire de la présence permanente en mer rouge d'un sous-marin Dolphin (Israël en possède deux financés à 50% par l'Allemagne) doté de missiles Popeye à tête nucléaire d'une puissance équivalente à une fois Hiroshima, d'une portée de 1500 kilomètres, permettant donc de frapper Téhéran.

Le second exemple est la réouverture du flanc sud d'Israël. En Palestine, les habitants attendent du processus égyptien un relâchement inévitable du blocus imposé aux Gazaouis dans une période où Mahmoud Abbas est fragilisé. D'autant que du fait de son âge (75 ans) il semble difficile qu'il puisse briguer un nouveau mandat. Ainsi, le Front Populaire de la Libération de la Palestine (FPLP) proclamait ces derniers jours que la révolution d'Égypte met fin à l'ère de Camp David. Dès septembre 2010, Yoram Meital⁷ de l'Institute for National Security Studies, de Tel Aviv signait un papier de recherche annonçant cette issue : « *Approaching the End of The Mubarak Era : Egypt's Achievements and challenges* ». Alertant sur le risque fort probable de la chute prochaine de Moubarak, il rappelait que l'Égypte suite à l'accord de paix avec Israël avait bénéficié d'une réelle prospérité économique, par le biais de l'apport de milliards de dollars d'aide, l'effacement d'une partie de sa dette, l'accès à certaines technologies et à de nouveaux marchés à l'export pour ses produits. Malgré cela, notait-il, le chômage a augmenté de 15 à 20% ces dernières années, notamment parmi les jeunes formés à l'université. Une frustration a touché divers segments de la population confrontée à l'accentuation de la pauvreté alors que le pays devenait dépendant des perfusions de dollars délivrées par les Etats-Unis, le FMI et la Banque mondiale. Dans ce contexte, la chute de Moubarak était selon ce chercheur israélien inéluctable dès septembre 2010, en raison de l'existence d'une véritable société civile égyptienne, de tensions politiques internes au gouvernement, de la question de la succession du Président, et enfin de la crise de Gaza.

Depuis la révolution égyptienne, l'armée israélienne a ainsi été placée en alerte et s'est renforcée sur son flanc sud face à l'Égypte, mobilisant des ressources utiles et précieuses pour une attaque éventuelle contre l'Iran, continuer à asphyxier les Gazaouis et surveiller la Cisjordanie, la Syrie et le Liban.

⁵ Saïdy Brahim, « La doctrine de supériorité militaire israélienne: un changement dans la continuité », Sécurité mondiale, Université de Laval, Québec, n° 46, octobre 2010, page 4.

[http://www.psi.ulaval.ca/fileadmin/psi/documents/Documents/Securite_mondiale/Securitemondiale46.pdf]

⁶ [<http://www.israelnationalnews.com/News/News.aspx/138164>]. Voir également Yedioth Ahronoth [<http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3907387,00.html>].

⁷ Meital Yoram, « Approaching the End of The Mubarak Era : Egypt's Achievements and challenges », Institute for National Security Studies (INSS) de Tel Aviv, septembre 2010. [[http://www.inss.org.il/upload/\(FILE\)1283333835.pdf](http://www.inss.org.il/upload/(FILE)1283333835.pdf)].

Au demeurant, pour réduire à néant le potentiel nucléaire iranien, Israël ne peut s'affranchir de la bienveillance de certains Etats arabes et de celles de leurs dirigeants (démocrates ou non). Et en 1^{er} lieu, l'Arabie saoudite dont en juillet 2009, le gouvernement⁸ aurait accepté secrètement le survol de son territoire par des avions israéliens en cas d'une attaque contre l'Iran. Aux Etats-Unis, ce scénario est envisagé par certains qui évoquent la possibilité de donner une Carte blanche⁹ à Tel Aviv. Israël, en effet, dispose de 424 avions, dont 339 disponibles, pouvant mener 1018 sorties aériennes par jour dont 305 de frappes profondes. S'y ajoutent plusieurs centaines de Missiles Jericho II (développés avec l'Afrique du Sud de l'Apartheid) pouvant délivrer sur l'ancienne perse, chacun près d'une mégatonne, soit 50 fois Hiroshima. Israël, en 1989 n'avait pas hésité à sacrifier l'un de ces précieux missiles pour adresser un message à la Libye, l'engin tombant en mer, à 250 kilomètres de Benghazi, après un vol de 1300 kilomètres. N'oublions pas les deux Dolphins et leurs missiles Popeye, déjà évoqués.

Le printemps arabe est source d'une autre crainte en Israël. Owen Alterman¹⁰, de l'Institute for National Security Studies, de Tel Aviv, remarque ainsi que l'un des points les plus importants de l'espèce libyenne est la saisine de la Cour Pénale Internationale dans le cadre de la résolution 1970 du 26 février 2011. De la manière la plus diligente qui soit, le procureur de la CPI, le 2 mars, déclarait qu'après un premier examen des preuves à l'encontre de la Libye en sa possession, une enquête était justifiée sur les faits évoqués dans la résolution 1970. La CPI créée en 2002 en vertu du Statut de Rome ratifié par 114 Etats peut mener des enquêtes y compris en direction d'Etats qui n'ont pas signé le dit statut, comme c'est le cas pour les Etats-Unis, la Russie, la Chine, l'Inde et Israël.

La Chine, l'Inde, le Liban (le seul Etat signataire au Moyen Orient est la Jordanie), la Fédération de Russie, les États-Unis d'Amérique ont pourtant voté en faveur de la résolution 1700 par laquelle le Conseil de sécurité a décidé de saisir le Procureur de la CPI de la situation qui règne en Jamahiriya arabe libyenne depuis le 15 février 2011. C'est là en tout cas un précédent dont pourrait se prévaloir des populations à l'encontre de leur oppresseur, par exemple le peuple palestinien à l'égard de l'Etat israélien. Il en va de même pour les minorités chiites de la péninsule arabique à l'égard des monarchies pétrolières.

Le Croissant chiite

Le croissant chiite qui revêt un intérêt géostratégique mondial regroupe des Etats arabes et non arabes : Iran (90% de Chiites), Bahreïn (75% de la population mais monarchie sunnite), Iraq (64%), Yémen (45%), Liban (35%), Afghanistan (18% à 25%), Koweït (20%), Pakistan (20%), Arabie saoudite (10% à 15% de chiites concentrés sur les zones pétrolifères), les Emirats Arabes Unis (13% auxquels s'ajoutent 400 000 expatriés iraniens), Syrie (11% d'Alaouites) et Oman (majoritairement ibadite).

Dans le printemps arabe, le croissant chiite a connu un sort particulier, que ce soit l'Iraq sous occupation américaine et les membres du Conseil de Coopération des États Arabes du Golfe Persique (CCEGA), tous impliqués dans la stratégie de « *containment – endigment* » de l'Iran.

⁸ Allison Marissa, "U.S. and Iranian Strategic Competition: Saudi Arabia and the Gulf States", 6 décembre 2010, page 21.

⁹ Toukan Abdullah et Cordesman Anthony, "The Iranian Nuclear Challenge: GCC Security, Risk Assessment, and US Extended Deterrence", 1er février 2011, CSIS, pages 56 et suivantes.

¹⁰ Alterman Owen, "ICC Involvement on Libya and the Importance of the Court", », Institute for National Security Studies (INSS) de Tel Aviv, 6 mars 2011. [[http://www.inss.org.il/upload/\(FILE\)1299399335.pdf](http://www.inss.org.il/upload/(FILE)1299399335.pdf)].

- L'Iraq, sous occupation américaine

Des milliers de personnes sont descendus le 25 février 2011 dans les rues de nombreuses villes d'Irak (Bagdad (3000), Bassorah (4000), Falloujah, Kalar, Kerbala (1000), Mossoul, Ramadi et Souleïmanieh) à l'occasion d'une "*journée de la colère*". Au moins 11 personnes ont été tuées et des dizaines blessées. Les manifestants réclamaient des emplois et de meilleurs services (eau, électricité, santé). Ils visaient à la fois les autorités locales et le gouvernement central. A l'image des Cairotes, les Bagdadis se sont rassemblés sur une place suite à un appel lancé par un groupe créé sur Facebook, la place de la Libération, criant "*non au chômage*" et "*non au menteur Al-Maliki*", en référence au Premier ministre irakien Nouri al-Maliki. Puis, ils ont tenté de gagner le lieu du pouvoir en Irak : la Zone Verte, le secteur de Bagdad abritant le gouvernement irakien et l'ambassade américaine.

A la veille de cette "*journée de la colère*", Al-Maliki avait exhorté les Irakiens à ne pas participer aux manifestations, selon lui organisées par des partisans de l'ancien président irakien Saddam Hussein et par Al Qaïda (une menace brandie systématiquement par tous les chefs d'Etats arabes contre toute forme de contestation).

De nouvelles manifestations ont eu lieu le 4 mars 2011, portant le bilan des victimes à 22 morts. Des interdictions de circuler ont été décrétées dans l'ensemble des provinces au nord de Bagdad n'appartenant pas à la région autonome du Kurdistan (al-Anbar, Salaheddine, Ninive, Kirkouk et Diyala). A l'issue de cette journée, le 1^{er} ministre donnait 100 jours à ses ministres pour faire leurs preuves en matière de lutte contre la corruption et pour améliorer les services publics. Dans le même temps, le maire de Bagdad et trois gouverneurs de province démissionnaient ou étaient limogés.

8 années après la chute de Saddam Hussein, la situation de la population irakienne demeure désastreuse. Au point que 2 millions d'Irakiens préfèrent être des réfugiés à l'extérieur du pays : 1 200 000 en Syrie, 450 000 en Jordanie, 150 000 dans les Etats du Golfe, 58 000 en Iran, 50 000 au Liban, 50 000 aux Etats-Unis, 7000 en Turquie, sans oublier les déplacés de l'intérieur...

Ces réfugiés ne sont pas uniquement effrayés par les conditions socio-économiques de vie (de survie) en Irak. La question de la violence est une autre raison de leur expatriation. Si le nombre de sorties aériennes américaines est passée de 19 542 en 2007 à 6 316 en 2010, dont 1708 missions de bombardements en 2007 et seulement 8 en 2010, les suites de l'invasion de 2003 continuent à faire des victimes. En décembre 2010, 151 Irakiens ont perdu la vie. Sur l'année 2010, 3 600 civils et combattants ont trouvé la mort. Les Chiites représentent la catégorie la plus impactées. Du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2009, sur les 22 206 morts, 3974 sont chiites¹¹. En 2010, 43% des victimes étaient chiites.

L'année 2011 recèle un autre danger : la question de la reconduction ou non de l'accord irako-américain qui autorise la présence de forces et l'existence de bases US en Irak. Certaines forces militaro-politiques irakiennes liées à l'Iran (par exemple les Sadristes) ont d'ors et déjà annoncé leur rejet d'un renouvellement de cet instrument bilatéral et leur volonté d'user de tous les moyens en leur possession.

¹¹ Cordesman Anthony H, "Iraq : Patterns of Violence, Casualty, Trends and Emerging Security, Threats", CSIS, 9 février 2011.

Or, aux Etats-Unis, « *aider l'Iraq à développer sa sécurité constitue désormais un intérêt stratégique* »¹². Le renforcement des capacités de l'Iraq doit permettre de faire de cet Etat une barrière aux capacités iraniennes à menacer les autres Etats du Golfe, l'ensemble du Moyen-Orient et Israël¹³. L'Irak¹⁴, en tant que contre poids à la puissance iranienne a été perdu. Il est donc nécessaire de reconstituer ce contrepoids par la constitution de forces irakiennes modernisées¹⁵ dotées de 140 chars M1A1 Abrams, d'hélicoptères de combats, d'avions léger d'attaques au sol, voire d'avions F-16 article. La France est également sur les rangs pour reconstituer l'armée de l'air iraquienne à qui elle propose 18 mirages F1.

Mais cela prendra du temps et des alliés de l'Iran participent au gouvernement irakien. Les Etats-Unis s'appuient donc également sur d'autres acteurs appartenant au croissant chiite.

- Le Conseil de coopération des États Arabes du Golfe Persique

L'Arabie saoudite, les Emirats Arabes Unis, le Koweït, Oman, le Qatar, relèvent du croissant chiite. Ils sont réunis au sein du Conseil de Coopération des États Arabes du Golfe persique, cordon anti chiïtes ou anti iranien, placé sous un régime de garanties américaines ou de parapluie américain à l'image de l'Europe occidentale lors de la guerre froide. De part leur situation géographique et leur richesse en hydrocarbure, ils constituent un sérieux enjeu.

Or, comme le note Yoal Guzansky de l'INSS de Tel Aviv, « *l'affirmation traditionnelle selon laquelle les Etats arabes du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Koweït, Oman, Qatar) étaient largement immunisés contre les protestations de large échelle* »¹⁶ a volé en éclat avec le printemps arabe.

Au Bahreïn, sur le même modèle qu'en Egypte, les protestations ont pris la forme de l'occupation d'une place, la place de la perle, et ont été initiées sur Facebook et Twitter, avec des revendications identiques : « *garantir un avenir stable et prometteur pour nous-mêmes et nos enfants* » et « *ouvrir la voie à des réformes politiques et sociales, notamment dans la ligne des changements en cours au Moyen-Orient* ». Après avoir promis d'octroyer à chaque famille une prime de 2000 €, le régime monarchique a usé de la violence envers les contestataires, faisant appel à la solidarité militaire des membres du CCEAG. Ainsi 1000 soldats saoudiens et 150 blindés sont venus prêter main forte aux forces bahreïnies.

La place de la Perle, où se trouvaient les manifestants, parmi lesquels des femmes et des enfants, a été encerclée par des blindés, survolée par des hélicoptères puis évacuée au moyen de gaz lacrymogène, de grenades et de balles en caoutchouc. L'assaut aurait fait officiellement 3 morts et 231 blessés.

L'intervention saoudienne n'était pas anodine.

¹² Cordesman Anthony H, "Winning the War in Iraq: Creating and Funding a Strategic Partnership", CSIS, 2^e février 2011, page 3.

¹³ Idem, page 4.

¹⁴ Cordesman Anthony H et Toukan Abdullah, "Us, Gulf and Israeli Perspectives of the Threat from Iran – Part I", CSIS, janvier 2011, page 16. [<http://csis.org/publication/us-gulf-and-israeli-perspectives-threat-iran-part-1>].

¹⁵ Voir Lakjaâ Karim « L'airpower américaine, entre crise financière et opérationnelle ». Version courte janvier 2009 : revue militaire suisse [<http://www.revuemilitairesuisse.ch/node/503>]. Version longue, novembre 2008 : [<http://www.robin-woodard.eu/spip.php?article474>].

¹⁶ Guzansky Yoel, « The Gulf and « Arab Rage » », Institute for National Security Studies (INSS) de Tel Aviv, 6 mars 2011. [[http://www.inss.org.il/upload/\(FILE\)1299408113.pdf](http://www.inss.org.il/upload/(FILE)1299408113.pdf)].

Elle visait aussi à adresser un message à l'ensemble des populations du CCEAG et en 1^{er} lieu à la population saoudienne qui commençait à se mobiliser (notamment dans l'est en zone majoritairement chiite) toujours selon le même modèle : un appel sur Facebook.

Le voisin yéménite (dont est originaire Ben Laden) était également destinataire. Déjà, début 2010, une intervention armée saoudienne contre la révolte Houtiste, s'était soldée par la mort de 133 soldats saoudiens, le déplacement de 250 000 yéménites, et la création de camps de réfugiés gérés par l'ONU accueillant 30 000 personnes. Yémen où sont présents 100 « *Special Operation Force Trainer* » qui ont assisté militairement cet Etat lors de raids aériens le 17 décembre 2009, dans le gouvernorat d'Abyan. Egalement secoué par le printemps arabe, le Yémen a répondu par la force. Dès le 18 février 2011, 10 manifestants étaient tués. Le 18 mars, le président Ali Abdallah Saleh décrétait l'état d'urgence dans le pays, après la mort de 52 personnes lors d'une manifestation à Sanaa.

Les membres du CCEAG considèrent le printemps arabe dans le croissant chiite comme une tentative de déstabilisation menée par l'Iran. Dans cette hypothèse, il ne s'agirait là que de la réponse de la bergère au berger. En effet, en avril 2008, le roi saoudien Abdallah¹⁷ avait exhorté les Etats-Unis à couper la tête du serpent (iranien) au moyen d'une attaque destinée à détruire le programme nucléaire.

Depuis des années, les Etats-Unis s'évertuent à transférer massivement des armes aux CCEAG dans leur stratégie d'encerclement de l'Iran. Ses capacités militaires sont bien supérieures à celle de Téhéran. Le Conseil dispose de 23 navires de combats modernes contre 17 anciens pour l'Iran. Les armées de l'air du CCEAG alignent 491 avions de combats, dont 368 disponibles, pouvant réaliser 1105 sorties aériennes quotidiennes dont 217 de frappes profondes. De l'autre côté du golfe arabo-persique, il n'y a que 158 avions¹⁸ dont 95 disponibles, mais dépassés, pouvant conduire 190 sorties aériennes par jour.

L'Arabie saoudite devrait acheter pour 50 milliards de dollars d'armes sur la prochaine décennie. Au point que l'armée de l'air saoudienne sera dépendante de l'armée américaine et de ses contractors¹⁹.

Au demeurant, les membres du CCEAG accueillent des troupes US comme le Koweït, le Qatar, où françaises comme les Emirats Arabes Unis (13^{ème} DBLE française).

Le CCEAG constitue un élément central en cas d'intervention américaine directe contre l'Iran, quelque soit le scénario :

- Scénario de l'avertissement : attaque unique à l'aide de 16 à 20 missiles
- Scénario de l'attaque intermédiaire : 200 à 600 missiles sur une durée de 3 à 10 jours
- Scénario de l'attaque massive : de 1000 à 2500 missiles de croisière, attaque par des bombardiers, des chasseurs bombardiers contre les installations nucléaires, balistiques, chimiques, biologiques, les centres de communication et les forces asymétriques iraniennes.

Dans cette stratégie, l'Afghanistan et le Pakistan ont également leur rôle.

¹⁷ Allison Marissa, "U.S. and Iranian Strategic Competition: Saudi Arabia and the Gulf States", 6 décembre 2010, page 11.

¹⁸ Toukan Abdullah et Cordesman Anthony, "The Iranian Nuclear Challenge: GCC Security, Risk Assessment, and US Extended Deterrence", 1er février 2011, CSIS, pages 56 et suivantes.

¹⁹ Toukan Abdullah et Cordesman Anthony, "The Iranian Nuclear Challenge: GCC Security, Risk Assessment, and US Extended Deterrence", 1er février 2011, CSIS, page 71.

L'Afghanistan et le Pakistan

Pointe extrême du croissant chiite, mais non arabe, l'Afghanistan et le Pakistan participent à leur manière à l'encercllement de l'Iran. Celui-ci en a d'ailleurs conscience et développe une politique de contre influence. Le chef de cabinet du Président Karzai, Mohammad Umar Daudzai²⁰ aurait ainsi reçu en 2010, 2 millions de dollars d'aide de l'Iran, en toute connaissance du président afghan.

Comme l'Irak, l'Afghanistan est présenté par l'Iran comme un second échec des Etats-Unis et plus globalement de l'OTAN, sur divers plans.

Au niveau socio-économique, dix ans après l'invasion de l'Afghanistan, celui-ci demeure aussi pauvre. L'espérance de vie y est de 44.5 ans²¹ pour les hommes et de 44 ans pour les femmes. Le taux de mortalité y est de 1 600 décès pour 100 000 naissances. Le taux d'alphabétisation atteint 43% pour les hommes et seulement 14% pour les femmes. Un tiers de la population, soit 7,4 millions de personnes n'est pas en capacité de se nourrir suffisamment pour être en bonne santé et avoir une activité. 8,5 millions d'Afghans sont à la frontière de l'insécurité alimentaire.

Sur le plan politique, les insurgés disposent dans chaque province d'un gouvernement fantôme et d'une influence active dans plus de provinces que le gouvernement officiel.

Sur le plan militaire, les 98 000 américains, les 41 000 soldats d'autres nations, les 152 000 membres des forces afghanes et les 200 000 troupes pakistanaises ne réussissent pas à venir à bout des 20 000 talibans recensés. Pourtant, tout est fait pour les éliminer. Les sorties aériennes sont passées de 13 962 en 2007 à 33 869 en 2010. Les missions de bombardement ont également augmenté de 4 184 en 2009, à 5 104 en 2010. La stratégie de décapitation²² des Talibans et d'Al-Qaida, au moyen de drones, a enregistré la même augmentation avec 34 attaques au Pakistan en 2008, 53 en 2009 et 110 en 2010. Rien n'y fait. Si 5 provinces ont vu le nombre d'attaques talibanes baisser entre 2009 et 2010, 15 ont connu une augmentation jusqu'à 60% et 13 de 71% à 252%. 2010 a été la pire année sur le plan des pertes depuis 2001, avec 499 décès²³ US, soit 34% du total des décès depuis le début du conflit. En 2010, 5 182 soldats américains ont été blessés soit 50% des blessés depuis 2001. Pour la première fois, des chars américains M1A1 Abrams ont été déployés en Afghanistan, preuve de la vitalité de l'insurrection. La France quant à elle a perdu une Gazelle Viviane, puis dans des circonstances curieuses un hélicoptère Tigre flambant neuf et au sommet de la technologie, le 4 février 2011, l'appareil subitement et officiellement se mettant en autorotation.

Dans ce contexte, les civils ne sont pas épargnés. En 2010, 2 400 ont été tués et 3 000 blessés. La population est exaspérée par les bavures de l'OTAN comme celle du 20 février 2011 qui a fait 50 morts.

Loin de ce théâtre d'opération, il y a le Sahel qui constitue à la fois une partie du MENA mais aussi l'une de ses frontières et où le printemps arabe s'enfonce dans le brouillard de la guerre.

²⁰ Katzman Kenneth, "Afghanistan: politics, Elections, and Government Performance", CRS, 10 février 2011, page 5.

²¹ [<http://www.wfp.org/countries/Afghanistan/Overview>].

²² Rollins John, "Al Qaida and Affiliates: historical Perspective, Global Presence, and Implications for U.S. Policy", CRS, 25 janvier 2011, pages 9 et 12.

²³ Cheeser Susan G, "Afghanistan Casualties: Military Forces and Civilians", CRS, 3 février 2011, page 1.

Le Sahel

Al-Qaida apparaît comme un élément invoqué régulièrement par de nombreux régimes arabes et par les Etats-Unis pour justifier leur action militaire ou répressive. L'Afghanistan en est un exemple. Or, Leon Panetta²⁴, directeur de la CIA reconnaît ouvertement que les combattants d'Al-Qaida en Afghanistan ne sont que 50 à 100 individus.

Al-Qaida a fourni un prétexte idéal aux Etats-Unis (et à d'autres) pour prendre pied au Sahel, frontière sud du MENA, avec :

- En 2002, la Pan Sahel Initiative (PSI)
- En 2005 Trans Sahara Counterterrorism Initiative (TSCTI)
- En 2007 Enduring Freedom Trans Sahara,
- En 2010, l'accord de Tamanrasset²⁵ : l'Algérie, le Mali, la Mauritanie et le Niger forment désormais un groupe de contre terrorisme. L'Algérie en est un élément clé en fournissant du matériel. En parallèle, à ce cadre, en mai 2010, des forces spéciales américaines, douze pays européens et africains (Sénégal, Tchad, Allemagne, France, Espagne, Royaume Uni, Algérie, Tunisie, Maroc, Burkina Faso, Nigeria, Mali) ont conduit l'opération Flintlock.
- En 2011, la France a déployé au Sahel le CPA 10 (forces spéciales Air), renforcé par le CPA 30, alors que le CPA 20 a dû le remplacer en Afghanistan. Le CPA 10 est spécialisé notamment dans le guidage d'avions (pour le bombardement) en « *zone non permissive* », comme par exemple en Libye. Il est doté de drones israéliens Skylark.

Dans ce dispositif général, l'Algérie est un acteur particulier. Les responsables américains se succèdent à Alger, comme le major général David Hoog, le général William E Ward et l'assistant du secrétaire à la Défense, chargé des Affaires de sécurité internationale aux Etats-Unis d'Amérique, Joseph Mc Millan. Alors qu'Alger vient de recevoir deux sous-marins russes de la classe Kilo (projet 636), des officiers algériens ont effectués des stages dans des bases sous-marines de l'US Navy. Une collaboration bi nationale dans le domaine de la formation en contre insurrection, au déminage (IED), en méthode de reconnaissance notamment aérienne, avec l'appui avions américains, a été initiée.

Dans l'actuelle crise libyenne, l'Algérie met en œuvre ce savoir faire acquis dans ce cadre, pour la surveillance aérienne des 960 kilomètres de la frontière avec la Libye. 7000 gendarmes du Groupement de la Garde frontière (GGF) ont été dépêchés sur cette ligne aux cotés de 5 bataillons de l'Armée nationale populaire (ANP). L'objectif officiel est « *d'empêcher toute tentative d'acheminement d'armes et d'infiltration des membres d'Al-Qaida au Maghreb. La nébuleuse a réussi à acquérir des armes lourdes et des missiles anti-aériens grâce à des insurgés libyens, ses nouveau alliés* ».

La Libye

Un appel à manifester est lancé sur Facebook pour le 17 février 2011. Le régime libyen fait tirer à balles réelles, pour disperser les manifestants à Baïda, Benghazi, Tripoli et Zenten. 7 personnes sont tuées à Benghazi et au moins 3 à Baïda. Internet est censuré. Dans les 6 jours qui suivent, 173 personnes perdent la vie. La Fédération internationale des ligues de droits de l'homme (FIDH) recense 640 morts entre le 17 février et le 15 mars 2011. L'Etat libyen reconnaît 300 morts.

²⁴ Rollins John, "Al Qaida and Affiliates: historical Perspective, Global Presence, and Implications for U.S. Policy", CRS, 25 janvier 2011, page 8.

²⁵ Idem, page 22.

A titre de comparaison, le 27 décembre 2008, l'opération militaire israélienne "*Plomb durci*" était lancée sur la bande de Gaza. Elle s'est caractérisée par 22 jours de raids et de bombardements aériens intensifs, suivi par une offensive terrestre. Le bilan est lourd : près de 1 300 Palestiniens tués (parmi lesquels 900 civils dont 300 enfants) et environ 5 300 blessés. Israël bénéficie d'une impunité totale.

Ce n'est le cas pour la Libye. Le 17 mars 2011, les Nations unies autorisent le recours à la force contre l'armée de Kadhafi, ouvrant la voie à des frappes aériennes en Libye. Le 19 mars, une coalition conduite par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, passe à l'offensive. Des avions de chasse français détruisent plusieurs blindés. Les forces américaines et britanniques tirent des missiles de croisière contre des systèmes de défense antiaériens le long de la côte méditerranéenne.

Arrêtons nous sur cette date. La veille, au Yémen, à Sanaa, 52 manifestants sont tués par l'armée et la Police. Le régime de Sanaa, pièce maîtresse du dispositif américain, n'est l'objet d'aucune résolution du Conseil de sécurité. Mais surtout, le 19 mars est également la date anniversaire de l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis en 2003, en totale violation du droit international. Ce n'est pas un hasard. D'autant qu'une question se pose. L'opération était-elle planifiée depuis longtemps ?

- Une intervention planifiée depuis longtemps ?

Le 2 novembre 2010, la France et la Grande-Bretagne signent des accords de coopération sans précédent en matière de défense et de sécurité. Elles décident de mener l'exercice franco-britannique Southern Mistral²⁶ dans le cadre de ce traité, en mars 2011 sur plusieurs bases aériennes françaises. A cette occasion, les forces françaises et britanniques doivent effectuer des missions aériennes de type COMAO (Composite Air Operations) et un raid spécifique (Southern Storm) en vue de délivrer une frappe conventionnelle à très longue distance. Six avions Tornado GR4, un ravitailleur Vickers VC-10 et un Boeing E3D doivent être mobilisés aux côtés des Mirage 2000D, 2000N et 2000C de l'Armée de l'air française, soit une trentaine d'aéronefs incluant hélicoptères, Boeings ravitailleurs et avions radar Awacs. L'exercice prévoit une cellule de coordination aérienne (Air Operations Cell), déployée sur la base aérienne de Nancy (BA 133), permettant le suivi en temps réel de l'ensemble des missions aériennes de cet exercice et la restitution des raids. Cela ne ressemble-t-il pas fortement à l'espèce libyenne ? D'autant qu'une partie des forces aériennes françaises engagées en Libye provient de la base 113 censée accueillir l'exercice Southern Mistral...

- Le niveau de la violence et le parallèle avec l'Iraq

Depuis le 19 mars, la Libye est soumise à des raids aériens et des raids balistiques, avec la promesse d'épargner la population.

Du 19 mars au 31 mars, 2 017 sorties aériennes ont été effectuées, dont 60% par des avions américains. Elles ont pour objectif de détecter les aéronefs qui volent dans la Zone d'Exclusion Aérienne (ZEA) et de les neutraliser ; de réduire les capacités de défense sol-air ; de conduire des frappes sur des objectifs militaires qui peuvent menacer la population libyenne.

²⁶ [http://www.southern-mistral.cdaoa.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=126&Itemid=67].

Le 20 Mars 2011, Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne frappent des défenses anti-aériennes libyennes à l'aide de 120 missiles de croisière. Le 22 mars les forces de la coalition tirent de nuit vingt missiles de croisière "Tomahawk" sur des systèmes de défense aérienne et d'autres objectifs en Libye. Le 23 mars, pour la première fois, la France fait usage de missiles de croisière. Il s'agit de missiles Scalp, qualifiés de "système de croisière conventionnel autonome à longue portée".

L'opération est prévue pour durer 3 mois. Si elle se poursuit au même rythme, à son issue, 10 000 sorties aériennes auront eu lieu et 600 missiles auront été tirés. Cette estimation nous autorise une comparaison avec une espèce connue : l'Irak.

La première phase de « *tempête du désert* » est aérienne en 1991. Près de 106 000 sorties aériennes sont effectuées. Des centaines de missiles²⁷ de croisières s'abattent sur le sol iraquien. En un mois, 80 000 tonnes de bombes sont utilisées, soit autant que sur l'Allemagne au cours de la seconde guerre mondiale. Selon le général Pierre-Marie Gallois²⁸, ce tonnage équivaut à la puissance de 20 kilotonnes.

En décembre 1998, 400 missiles et 600 bombes sont employés contre l'Irak en seulement 4 jours.

Le 19 mars 2003, les Etats-Unis et leurs alliés envahissent l'Irak. En 6 jours, 6 000 sorties aériennes²⁹ sont effectuées. Il en y aura au total plus de 30 000 dont plus de 7200 seront des missions de bombardement. Au 24 mars 2003, 1 000 missiles auront été tirés sur l'Irak.

D'août 1992 à août 2000, la ZEA sud³⁰ de l'Irak aurait connu à elle-seule 200 000 sorties aériennes, dont uniquement 100 000 de 1993 à 1995. De 1998 à 2002, 37 000 sorties aériennes sont recensées au-dessus des ZEA imposées à l'Irak. Une cinquantaine d'appareils participe en permanence à son implémentation. Ils seront parfois jusqu'à 200.

Pour le général américain David Deptula, les ZEA constituent un acte de « *diplomatie intrusive* », moins intrusif que des forces au sol. Deptula³¹ considère également les ZEA comme un moyen léger ou intense de surveillance, selon le besoin. Il estime que les ZEA exproprient les Etats qui les subissent d'un élément de souveraineté. L'Etat en cause est déclaré comme étant amoindri dans l'exercice de ses droits. Les ZEA apparaissent comme un substitut à la guerre. Dans une formule qui lui appartient, il déclare que les ZEA donnent le pouvoir de « *maintenir les mécréants dans leur boîte* ».

Une formule que la Ligue des Etats arabes (qualifiée de farce par l'égyptien El Baradei, ancien directeur de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique), l'Union africaine et l'Organisation de la Conférence islamique qui ont autorisé l'intervention en Libye feraient bien de méditer.

Quant aux rebelles libyens, eux-aussi feraient bien de tirer les leçons de l'espèce irakienne.

²⁷ Pour une définition des missiles, voir Jean Salmon (sous la Direction de), « Dictionnaire de Droit international public », Bruylant, 2001, page 709. Voir également, « Le contrôle des missiles », UNIDIR, un 2007.

²⁸ Général Pierre-Marie Gallois, « Le sang du pétrole », L'âge d'Homme, 1996.

²⁹ « Spécial guerre en Iraq », Raids, mai 2003, pages 6 et 48.

³⁰ Prados Alfred B. et Katzman Kenneth, « Iraq – U.S. Confrontation », CRS Report, 27 février 2001; Prados Alfred, « Iraq: Former and Recent Military Confrontations With the United States », CRS Report, 16 octobre 2002.

³¹ Deptula David A., « Air Exclusion Zones: An Instrument of Engagement for a New Area », Conférence devant la Royal Australian Air Force, 2000. [www.raaf.gouv.au].

Dans la foulée de la guerre du Golfe, Kurdes et Chiïtes se révoltent contre Saddam Hussein, certains de la protection occidentale. Dès juin 1991, Jalal Talabani déclare que l'opposition kurde « a été trompée par la propagande des alliés qui ont surestimé les pertes iraqiennes et par la rapidité de la défaite des chiïtes »³². Il estime que « Les américains sont responsables de cette propagande et c'est eux qui ont donné le feu vert pour anéantir les chiïtes » et « pour affaiblir les Kurdes ». Il donne les causes de l'écrasement de la révolte: « L'Arabie saoudite et l'Amérique préfèrent avoir un Président Saddam Hussein affaibli au pouvoir à Bagdad plutôt qu'une république islamique fondamentaliste ». Aujourd'hui, les Etats-Unis sont dans l'impasse en Irak, devenu un chaos comme l'Afghanistan. Qu'advient-il de la Libye prochainement ? La voie militaire sera-t-elle en cette espèce une nouvelle impasse ?

L'impasse militaire

Depuis, 2001, 1 263 milliards de dollars ont été dépensés dans la guerre en Afghanistan et en Irak. Ce constat conduit à l'émergence de nouvelles réflexions :

- « La supériorité militaire ne garantit pas la sécurité car cette dernière n'est pas produite, dans le contexte stratégique contemporain, par le seul militaire »³³.
- « Nous ne pouvons pas changer les tendances de la population rapidement. Nous ne pouvons régler les problèmes économiques en moins d'une décennie. Nous ne pouvons d'un seul coup créer de nouveaux systèmes politiques complets, ou traiter de la question religieuse ». « Nous pouvons, cependant, écouter les peuples. Nous pouvons discerner leurs principaux griefs à notre rencontre et les traiter avec eux. Et nous pouvons rechercher des progrès constants au fil du temps »³⁴.

Pour ce faire, une armée composée de centaines de chercheurs américains en sciences humaines et sociales ausculte le MENA dans toute sa diversité, y compris dans les banlieues françaises. Peut-être ressortira-t-il de cette observation trois idées simples :

- Il est nécessaire de laisser les sociétés civiles arabes développer leur propre vision du monde, leur propre organisation sociale, politique et économique, adaptée au 21^{ème} siècle.
- Il faut arrêter d'investir des milliards de dollars dans les armes et mettre ces sommes au service du développement humain.
- Il faut arrêter de tenter de nous faire prendre des vessies pour des lanternes, comme le secrétaire général de l'OTAN a essayé en déclarant que son organisation est impartiale dans l'opération en Libye. Personne n'est dupe des intérêts qui motive l'actuelle coalition.

A défaut, le printemps arabe n'aura été qu'une simple éclaircie ensoleillée noyée dans le brouillard désormais permanent et globalisé de la guerre.



Karim Farouk Lakjaâ

Docteur en droit,

Ancien Vice-doyen de la Faculté de droit et de science politique de Reims
Diplômé du Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques de Paris (CEDS)

Membre de l'équipe REPONSE de l'Université de Reims

Collaborateur occasionnel des Cahiers numériques de la défense nationale, de la Revue militaire suisse, de Damoclès (CDRPC) et du Quotidien d'Oran.

<http://caejis.over-blog.org> contact.caejis@gmail.com

³² « Un dirigeant kurde critique la propagande alliée pendant la guerre », Le Monde, 9 juin 1991.

³³ Saïdy Brahim, « La doctrine de supériorité militaire israélienne: un changement dans la continuité », Sécurité mondiale, Université de Laval, Québec, n° 46, octobre 2010, page 4.

³⁴ Cordesman Anthony H, « Stability in the Middle East : The Other Side of Security », 1^{er} mars 2011.